Un devoir pour chacun d'entre nous

Partage international nº 19 – Mars 1990

Pour la troisième fois en dix ans, l'Ethiopie souffre aujourd'hui de la famine. On estime que quatre millions d'Ethiopiens ont perdu la plus grande partie de leurs récoltes en raison de la sécheresse, et qu'ils risquent de connaître les affres d'une mort lente, provoquée par un terrible manque de nourriture. La sécheresse ne constitue cependant pas la cause réelle de cette tragédie renouvelée. La terre d'Ethiopie devrait en principe pouvoir procurer suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins de ses habitants.

Comme cela se produit fréquemment, ce n'est pas la nature mais l'homme lui-même qui est à l'origine d'une telle souffrance. Depuis trente ans, une guerre impitoyable fait rage en Ethiopie, opposant l'armée du gouvernement central au mouvement de libération des provinces de l'Erythrée et du Tigré. Cette guerre, avec son lot de chaos et de destruction, constitue la principale pierre d'achoppement à une réelle amélioration de la situation alimentaire de ce pays. Le gouvernement d'Addis-Abéba consacre plus de la moitié du revenu national à entretenir la machine militaire. Les subventions accordées à l'agriculture paraissent, en comparaison, négligeables, et ne représentent guère plus de quelques dizaines de centimes par fermiers. Il est à souligner que le régime communiste éthiopien, dogmatique et toujours non réformé, s'en tient strictement à une politique agricole qui, jusqu'à présent, n'a réussi à fonctionner dans aucun pays.

Face à ce contexte politique malheureux, il n'est pas surprenant que les récentes campagnes d'aide en faveur de l'Ethiopie n'aient pas provoqué de réponses réellement enthousiastes. Les récits relatant le sort réservé aux stocks de nourriture qui n'arrivent jamais à destination, aux équipements de secours d'urgence qui pourrissent dans les ports ou sont vendus au marché noir, n'encouragent guère les étrangers à poursuivre leur aide financière. Même ceux qui croient fermement au principe du partage ont parfois l'impression qu'à nouveau leur argent a été gaspillé.

Il ne serait cependant ni sage ni juste d'en rester à cette vision désespérée. Même s'il demeure incontestable qu'une partie de l'aide d'urgence n'atteint pas ceux qui meurent de faim, nous ne devons pas permettre que cette situation soit prétexte à la suspension de notre aide. L'aide d'urgence, par définition, ne peut être efficace à cent pour cent, particulièrement en temps de guerre. Quoi qu'il en soit, chaque enfant, chaque personne arrachée aux affres de la faim représente une vie sauvée. Des centaines de milliers, voire des millions de personnes, en Ethiopie, ont été ainsi sauvées, l'une après l'autre.

Il est sans doute exact que jusqu'à présent, ni le gouvernement d'Addis-Abéba, ni les deux armées de libération de l'Erythrée et du Tigré, n'ont accompli tout ce qui était en leur pouvoir afin de permettre à l'aide alimentaire d'urgence d'atteindre à temps les victimes de la famine. Mais ce manque de sens de leurs responsabilités de la part des différentes autorités ne dispense personne de sa propre part de responsabilité envers ses frères humains. L'accomplissement d'un acte de justice ne devrait pas être suspendu parce que son succès ne peut être garanti.

On doit également observer que les moyens permettant de mettre en œuvre des opérations de secours efficaces sont plus importants maintenant qu'ils ne l'ont jamais été. Cédant devant la pression de l'opinion publique internationale, les différents partis en guerre en Ethiopie semblent aujourd'hui davantage enclins à permettre aux organisations humanitaires de remplir leur mission. Ces organisations elles-mêmes paraissent dorénavant mieux préparées à traiter les difficultés spécifiques qui doivent être surmontées. Ayant avec l'expérience acquis une certaine sagesse, les organisations humanitaires sont progressivement davantage portées à coopérer entre elles et, heureusement, cherchent moins que par le passé à réaliser des opérations de prestige pour elles-mêmes ou leur pays d'origine. Deux conditions doivent être remplies pour mettre fin à la catastrophe régnant en Ethiopie. Le gouvernement doit tout d'abord garantir la sécurité des convois transportant l'aide. Des fonds suffisants doivent ensuite être mis à disposition pour assurer l'acheminement de ces convois. Il n'est pas du pouvoir des citoyens ordinaires de remplir la première condition, mais ils peuvent cependant contribuer à remplir la seconde.

Des estimations récentes révèlent que l'humanité

dispose des moyens nécessaires pour éliminer la faim, non seulement en Ethiopie, mais dans le monde entier. L'éradication de la faim coûterait vingt milliards de dollars par an. Une somme énorme, certes, mais qui ne représente qu'une part infime de ce que nous consacrons, avec bien peu de protestation, aux dépenses militaires.

Cependant, les événements d'Europe de l'Est et la diminution de la tension qui en résulte dans le monde, rendent aujourd'hui plus difficile aux faucons, frayant dans nos rangs, la concrétisation de leurs désirs de production d'armes toujours plus sophistiquées. Partout, les gouvernements prévoient des réductions dans les dépenses militaires. Si ce processus se poursuit — et d'après l'information que nous recevons du collaborateur de Maitreya, nous pouvons en être assuré — les crédits ainsi dégagés seraient suffisants, non seulement pour mettre fin à la famine, mais également pour résoudre l'ensemble du problème de la pauvreté dans le monde.

Naturellement, cette question ne peut être résolue que si l'on s'attaque aux racines du problème, ce qui exigera que toutes les nations œuvrent en commun, en une coopération harmonieuse, à la recherche de solutions — en particulier dans des domaines tels que l'éducation, la santé, le logement, l'infrastructure sociale et l'environnement.

Entreprendre cette tâche n'incombe cependant pas aux seuls gouvernements, mais à chacun d'entre nous. Le fait est qu'à moins d'être confrontés à des problèmes urgents qui les concernent directement, les gouvernements ont tendance à n'agir que sous la pression du peuple. Par conséquent, si les gouvernements négligent leurs devoirs, il revient à leurs électeurs de leur rappeler leurs responsabilités, de préférence en leur montrant l'exemple.

Maitreya nous presse de mener de telles actions, et il ne s'adresse pas seulement aux gouvernements lorsqu'il demande : « Sauvez mes Chers Petits. Nourrissez vos frères. Sachez que les hommes sont Un, enfants du Père Unique. Partagez en toute confiance les biens de la Terre avec tous ceux qui sont dans le besoin. Faîtes ceci, et sauvez le Monde. » *(Message n° 31,* 30 mai 1978.)

Ethiopie
Thématiques : Société
Rubrique : Editorial